

« Au-delà des mesures d'accompagnement que pourraient prendre les pouvoirs publics, l'ampleur de l'inflation devrait conduire les entreprises à envisager des substitutions lorsque cela est possible, et à repenser leurs gammes de produits »

SOMMAIRE

AU PLAN INTERNATIONAL

- A. Hausse des cours mondiaux du baril de pétrole brut
- B. Stabilité du \$US par rapport à l'euro € et au Yuan ¥
- C. Inflation mondiale : et si les pénuries s'accroissent ?
- D. Performances en retrait des marchés financiers

AU PLAN SOUS-REGIONAL

- E. Révision à la hausse la croissance de la CEMAC
- F. Application de réglementation de change en 2022 ?
- G. FCFA : les Chefs d'Etats réitèrent leurs orientations
- H. UNIPACE : que retenir de la session du PREF-CEMAC ?

AU PLAN NATIONAL

- I. Bilan du commerce extérieur au 1^{er} sem. 2021
- J. Fin du Doing Business : quelles conséquences ?
- K. Principales sources de l'inflation au 1^{er} sem. 2021
- L. Dépenses fiscales et taux de pression fiscale
- M. Orientations de la politique économique en 2022
- N. Garde-fou des nouvelles mesures fiscales en 2022
- O. Réduction du train de vie de l'Etat : quelle stratégie ?

DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

- P. Evaluation de la politique agricole de 2010 à 2020
- Q. Exportations des produits agricoles au 1^{er} sem. 2021
- R. Importations des produits agricoles au 1^{er} sem. 2021
- S. Prix des principales matières premières agricoles
- T. Stabilité de l'indice des prix mondiaux des engrais

DANS LE SECTEUR SECONDAIRE

- U. Exportation des produits agricoles transformés

DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

- V. Vers la réduction des délais de transit sur les corridors
- W. Soutien au Made in Cameroun : le FAGACE s'engage

DANS LE SECTEUR GOUVERNANCE

- X. Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption 2020
- Y. Difficile dématérialisation des marchés publics

PERSPECTIVES

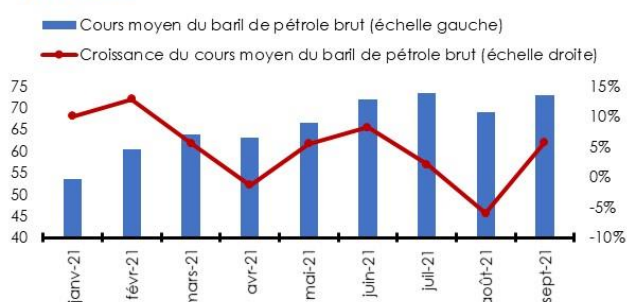
- Z. Perspectives de croissance au Cameroun pour 2022

AU PLAN INTERNATIONAL

A. Hausse des cours mondiaux du baril de pétrole brut

Au mois de septembre 2021, le cours moyen mensuel du baril de pétrole brut enregistre une hausse, après avoir connu une baisse au mois d'août. Il vaut 72,80\$US contre 68,87\$US en août, soit une hausse en valeur absolue de +3,93\$US et en valeur relative de +5,7%. De juillet à août, le prix moyen mensuel du baril de pétrole brut avait enregistré une baisse en valeur absolue de -4,42\$US et en valeur relative de -6,0%, passant de 73,28\$US à 68,87\$US.

Graphique 1. Evolution du cours moyen du baril de pétrole brut

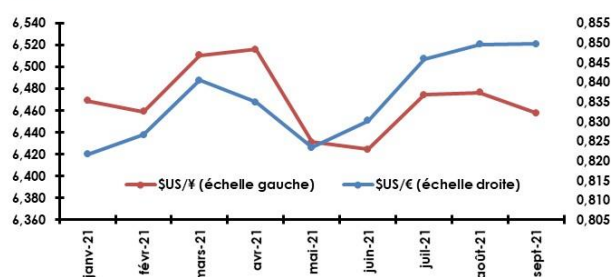


Source : World Bank Commodity Price Data (04 octobre 2021)

B. Stabilité du \$US par rapport à l'euro € et au Yuan ¥

En septembre 2021, le taux de change \$US/€ est resté quasiment stable par rapport à août 2021. En moyenne, le \$US s'est échangé à 0,85€. Par contre, le taux de change \$US/¥ a légèrement baissé. Le \$US a légèrement perdu de la valeur par rapport au ¥. En août 2021, le \$US se situait à 6,48¥. En septembre 2021, il est de 6,45¥, soit une baisse de 0,03¥.

Graphique 2. Evolution des taux de change \$US/€ et \$US/¥



C. Inflation mondiale : et si les pénuries s'accroissent ?

L'inflation dépasse de loin les prévisions réalisées en début de cette année. En août 2021, le taux d'inflation aux USA était de 5,3% en glissement annuel (supérieur de 3,3 points

du seuil de 2%) contre 1,4% en août 2020. Cette hausse de l'inflation traduit les limites actuelles du système productif, caractérisé par des pénuries de main d'œuvre, d'énergie, de matières premières et de produits intermédiaires. Si ces pénuries s'accroissent, certaines entreprises pourraient purement et simplement arrêter leurs activités.

D. Performances en retrait des marchés financiers

Les principaux marchés financiers enregistrent une baisse de leur performance au mois de septembre 2021. Relativement à août, au 30 septembre 2021, les indices boursiers analysés enregistrent un recul : Dow Jones de -2,95% ; Nasdaq 100 de -5,50% ; CAC 40 de -2,58%. Ces performances en retrait sont le signe d'un tassement de l'économie mondiale sous la pression de tensions inflationnistes notamment aux USA et en Europe.

AU PLAN SOUS-REGIONAL

E. Révision à la hausse la croissance de la CEMAC

La BEAC revoit son estimation du taux de croissance économique de la CEMAC à 1,6% pour 2021. Cette estimation est en hausse de 0,3 point par rapport à 1,3% envisagé en juin 2021. Celle-ci est en baisse de 0,6 point par rapport au 1,9% projeté en avril 2021.

F. Application de la réglementation de change en 2022 ?

Le 31 décembre 2021 marque la fin du moratoire accordé par la BEAC aux compagnies minières et pétrolières pour se conformer à la réglementation des changes. Celles-ci sont tenues de domicilier leurs revenus d'exportations dans la sous-région, clôturer leurs comptes en devises on-shore et off-shore, et rapatrier toutes les recettes issues de leurs activités. La BEAC est déterminée à les y amener à s'y conformer au vu des tractations engagées ces derniers mois. Pour y parvenir, elle compte notamment sur le soutien des Chefs d'Etats de la CEMAC, réaffirmé lors du Sommet Extraordinaire du 18 août 2021, et du FMI. Outre ces soutiens, la BEAC devrait aussi porter une attention aux préoccupations des compagnies minières et pétrolières qui justifient le maintien des comptes en devises hors de la zone CEMAC notamment par les limites de l'accès immédiat aux devises pour le règlement des fournisseurs dans des délais requis.

G. FCFA : les Chefs d'Etats réitèrent leurs orientations

A l'issue du Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etats de la CEMAC tenu par visioconférence le 18 août 2021, les dirigeants de la sous-région ont réitéré à la Commission de la CEMAC et la BEAC, d'engager une réflexion approfondie sur les conditions et le cadre d'une nouvelle coopération monétaire avec la France. Rappelons que cette décision avait été initialement prise lors du Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etats de la CEMAC tenu à Yaoundé le 22 novembre 2019.

H. UNIPACE : que retenir de la session du PREF – CEMAC ?

Lors de la session extraordinaire du Comité de Pilotage du PREF-CEMAC qui s'est tenue le 24 septembre 2021, l'Union des Patronats d'Afrique Centrale (UNIPACE), représentée par son Président, Célestin TAWANBA, a relevé la nécessité

de poursuivre les mesures de soutien aux Entreprises dans le cadre des réponses apportées aux effets de la Covid-19. A cet effet, le Gouverneur de la BEAC a indiqué que plusieurs mesures financières avaient déjà été levées sauf celles relatives à l'injection des liquidités et à l'assouplissement des mesures prudentielles de la COBAC visant à accroître le crédit aux Entreprises. Par ailleurs, l'UNIPACE a relevé la nécessité d'avoir des politiques fiscales cohérentes avec les ambitions de transformation structurelle de la CEMAC. Les mesures d'élargissement de l'assiette fiscale devraient viser notamment la réduction du poids du secteur informel dans les économies de la sous-région.

AU PLAN NATIONAL

I. Bilan du commerce extérieur au 1er sem. 2021

Au 1^{er} semestre 2021, le déficit de la balance commerciale du Cameroun s'est détérioré de -52,1 milliards de FCFA relativement au 1^{er} semestre 2020. Cette détérioration résulte d'une hausse des importations de +243,5 milliards de FCFA contre une augmentation des exportations de seulement +191 milliards de FCFA. Certes, la croissance des exportations (+21,5%) a été plus élevée que celle des importations (+15,7%) cependant, pas assez pour équilibrer la balance commerciale. A cet effet, il aurait fallu que les exportations croissent de 105,3% ou que les importations décroissent de 31,7%.

Tableau 1. Evolution du commerce extérieur (en milliards de FCFA) du Cameroun

	1er sem.	1er sem.	Variation (b) - (a)	
	2020 (a)	2021 (b)	Absolute	Relative
Exportations	888,4	1079,9	191,4	21,5%
Exportations hors hydrocarbures	453,1	545,4	92,3	20,4%
Importations	1580,4	1823,9	243,5	15,4%
Importations hors hydrocarbures	1256,0	1517,7	261,7	20,8%
Balance commerciale	-692,0	-744,1	-52,1	7,5%
Balance commerciale hors hydrocarbures	-802,9	-972,3	-169,3	21,1%

Source : INS du Cameroun (Septembre 2021)

J. Fin du Doing Business : quelles conséquences ?

Les recommandations du Cameroon Business Forum, principale plateforme de dialogue public-privé pour l'amélioration du climat des affaires, ont en général été formulées pour améliorer le rang du pays dans le classement Doing Business. La fin du Doing Business entraîne par conséquent de repenser le cadre de dialogue public-privé pour l'amélioration de l'environnement des affaires au Cameroun. Le point de départ pourrait être les indicateurs Doing Business car au-delà des manipulations dont ils ont fait l'objet, ils ont permis au Cameroun de mener des réformes qui ont amélioré son climat des affaires notamment dans le domaine de la création d'entreprise. Il est aujourd'hui plus rapide et moins coûteux de créer une entreprise qu'il y a dix ans.

K. Dépenses fiscales et taux de pression fiscale

Le taux de pression fiscale est en général jugé faible au Cameroun comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. On l'estime souvent inférieur à 15%. Cependant, lorsqu'on y inclut les dépenses fiscales, le Cameroun pourrait avoir une pression fiscale supérieure à 15%. Par exemple, en 2019, le montant total des recettes fiscales collectées était de 2 924 milliards de FCFA. Si on y ajoute le montant

des dépenses fiscales estimé par le MINFI à 585 milliards de FCFA, les recettes fiscales seraient en 2019 égales à 3 509 milliards de FCFA, et représenteraient 15,1% du PIB.

L. Orientations de la politique économique en 2022

La circulaire N°001 du 30 Août 2021 donne les orientations pour préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2022. Les priorités devront être portées sur la mise en service des grands projets infrastructurels, la poursuite de la mise en œuvre du plan de soutien à la production des biens de grande consommation, l'amélioration de l'environnement des affaires, et la mise en œuvre des mesures de résorption des crises sécuritaires.

M. Garde-fou des nouvelles mesures fiscales en 2022

La circulaire N°001 du 30 Août 2021 donne également les orientations sur les mesures fiscales pour l'exercice 2022. A cet effet, les mesures nouvelles d'optimisation des recettes fiscales devront veiller à ne pas dégrader les potentialités et les acquis des entreprises en tant que vivier d'emplois, ni obérer leur pleine compétitivité. Elles devront promouvoir un environnement fiscal favorable au développement des affaires, grâce notamment à des mesures d'allègement du cout de la discipline fiscale.

N. Principales sources de l'inflation au 1er sem. 2021

En dépit de la hausse des prix des matières premières sur le marché mondial, l'inflation est restée maîtrisée à 2% au 1^{er} semestre 2021 relativement au 1^{er} semestre 2020. Les fonctions de consommation ayant eu une inflation supérieure à la moyenne sont celles des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (3,6%), des articles d'habillement et chaussures (2,2%) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (2,0%). Les fonctions de consommations restantes ont eu une inflation inférieure à la moyenne de 2%. En particulier, l'inflation dans la santé, les transports et les communications, a été très faible inflation.

Tableau 2. Taux d'inflation au 1er sem. 2021 par rapport 1er sem. 2020 au Cameroun

Fonction de consommation	Taux d'inflation
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3,6%
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	2,0%
Articles d'habillement et chaussures	2,2%
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1,8%
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	1,7%
Santé	0,2%
Transports	0,4%
Communications	0,5%
Loisirs et culture	1,0%
Enseignement	0,9%
Restaurants et hôtels	1,5%
Biens et services divers	1,2%
ENSEMBLE	2,0%

Source : INS du Cameroun (Septembre 2021)

O. Réduction du train de vie de l'Etat : quelle stratégie ?

Aussi bien que la lutte contre la corruption et les atteintes à la fortune publique, la réduction du train de vie de l'Etat est l'une priorité où les actions des pouvoirs publics tardent à produire des changements significatifs. L'inefficacité des actions menées jusqu'ici appelle à une nouvelle stratégie de gestion articulée autour des principes notamment de : responsabilité ; performance ; et déclaration des biens. Le principe de responsabilité implique que des facilités soient

données à chaque agent de l'Etat pour acquérir et gérer lui-même les biens et services nécessaires à son travail. Par conséquent, l'Etat n'acquiert plus les voitures de service et de fonction, ne s'occupe plus des dépenses en carburant, en téléphone, etc. Le principe de performance implique des sanctions allant jusqu'au licenciement de la fonction publique lorsqu'un niveau de résultat n'est pas atteint, et l'ouverture à compétition des postes dans l'administration.

DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

P. Evaluation de la politique agricole de 2010 à 2020

Sur la période 2010 – 2020, la croissance de la valeur ajoutée des branches agricoles (produits vivriers, industrielles et d'exportation) a été inférieure à 3% en moyenne annuelle contre 5% prévue dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

Q. Exportations des produits agricoles au 1er sem. 2021

Les principaux produits primaires exportés par le Cameroun sont la banane, le bois, le cacao, le café, le caoutchouc et le coton. Au 1^{er} semestre 2021, les exportations de ces produits enregistrent une forte hausse par rapport au 1^{er} semestre 2020. Celle-ci résulte, pour ce qui est de la banane, du bois et du caoutchouc, d'une augmentation combinée des volumes et des prix, et pour ce qui est du cacao et du coton, d'un accroissement des volumes uniquement, les prix ayant baissé ou restés stables. Par contre, les exportations de café ont baissé.

Tableau 4. Principaux produits agricoles exportés (en milliards de FCFA) par le Cameroun

	1er sem. 2020 (a)	1er sem. 2021 (b)	Variation (b) - (a)	
			Absolute	Relative
Banane	12,2	14,1	1,9	15,3%
Cacao	102,8	138,0	35,2	34,2%
Café	6,1	5,3	-0,7	-11,9%
Caoutchouc	7,1	23,1	16,0	224,1%
Coton	44,5	70,8	26,4	59,3%
Huile de palme	0,3	1,7	1,4	525,7%
ENSEMBLE	173,0	253,2	80,2	46,3%

Source : INS du Cameroun (Septembre 2021)

R. Importations des produits agricoles au 1er sem. 2021

Les principaux produits primaires importés par le Cameroun sont le poisson, le blé et le riz. Les importations de poissons ont connu une baisse au 1^{er} semestre 2021 par rapport au 1^{er} semestre 2020 en raison de la baisse combinée des volumes et des prix. En revanche, les importations de blé et de riz ont enregistré une hausse sur la période du fait de l'accroissement des prix mais également des volumes.

Tableau 5. Principaux produits agricoles importés (en milliards de FCFA) par le Cameroun

	1er sem. 2020 (a)	1er sem. 2021 (b)	Variation (b) - (a)	
			Absolute	Relative
Poissons et crustacés	77,9	64,1	-13,8	-17,7%
Lait et dérivés; oeufs; miel	27,4	18,3	-9,1	-33,3%
Froment (blé) et méteil	74,1	86,4	12,3	16,6%
Riz	71,0	86,1	15,2	21,4%
ENSEMBLE	250,3	254,8	4,6	1,8%

Source : INS du Cameroun (Septembre 2021)

S. Prix des principales matières premières agricoles

En septembre 2021, les prix de la plupart des matières premières agricoles exportés par le Cameroun ont maintenu leur tendance à la hausse. En glissement annuel, le prix du

cacao a cru de +4,1%. On note néanmoins une stabilité ou une très faible baisse des prix de la banane, du sucre et du bois.

Tableau 3. Evolution des prix mondiaux des principales matières premières agricoles

		sept.-19	sept.-20	sept.-21	sept-20 / sept-19	sept-21 / sept-20
Cacao	(\$/kg)	2,3	2,5	2,6	6,6%	4,1%
Café, Arabica	(\$/kg)	2,8	3,7	5,0	29,2%	35,4%
Café, Robusta	(\$/kg)	1,6	1,6	2,3	3,0%	43,7%
Huile de palm	(\$/tonne)	580,3	796,2	1181,4	37,2%	48,4%
Maïs	(\$/tonne)	157,3	166,1	230,8	5,6%	39,0%
Banane, Europe	(\$/kg)	0,8	0,9	0,9	7,5%	0,4%
Sucre, UE	(\$/kg)	0,4	0,4	0,4	7,1%	-0,2%
Bois, Cameroun	(\$/mètre cube)	385,3	412,8	412,0	7,1%	-0,2%
Coton	(\$/kg)	1,6	1,6	2,3	-0,7%	46,4%
Aluminium	(\$/tonne)	1753,5	1743,8	2834,6	-0,6%	62,6%

Source : World Bank Commodity Price Data (04 octobre 2021)

T. Stabilité de l'indice des prix mondiaux des engrais

L'indice des prix mondiaux des engrais se stabilise au mois de septembre 2021 après avoir enregistré une progression continue depuis le mois d'avril 2021. En glissement annuel, l'indice a cru de 68,5%.

DANS LE SECTEUR SECONDAIRE

U. Exportation des produits primaires transformés

Les principaux produits primaires transformés sont la pâte de cacao, le beurre de cacao, le savon en morceaux, le bois scié et les feuilles de placage en bois. Les exportations de pâte de cacao, de savon en morceau et de bois scié ont enregistré une hausse au 1^{er} semestre 2021 par rapport au 1^{er} semestre 2020. Par contre, les exportations de beurre de cacao et de feuilles de placage en bois ont connu une légère baisse.

Tableau 4. Principaux produits primaires transformés exportés (en milliards de FCFA) par le Cameroun

	1er sem.		Variation (b) - (a)	
	2020 (a)	2021 (b)	Absolute	Relative
Pâte de cacao	27,6	32,3	4,8	17,3%
Beurre de cacao	19,8	17,1	-2,7	-13,6%
Chocolats et autres prép. à base de cacao	2,7	3,2	0,5	19,5%
Préparations pour soupes et potages	3,9	3,3	-0,6	-16,3%
Savons de ménage en morceaux	13,5	14,3	0,8	5,7%
Produits de beauté ou de maquillage	1,3	1,6	0,3	25,7%
Bois sciés	72,5	77,3	4,8	6,6%
Feuilles de placage en bois	9,8	9,3	-0,5	-5,1%
Tôles en aluminium	1,5	1,7	0,1	9,3%

Source : INS du Cameroun (Septembre 2021)

DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

V. Vers la réduction des délais de transit sur les corridors

Désormais, les transporteurs des marchandises sur les corridors Douala – Ndjamen et Douala – Bangui n'auront à présenter qu'un titre de transit unique pour attester que les marchandises de passage au Cameroun via la route et le rail, ont pour destination finale le Tchad et la RCA. Cela va éviter aux opérateurs un double paiement de droits (dans le pays de transit et en RCA ou au Tchad), mais également de multiples déclarations de marchandises aux points de rupture : Edea, Belabo, Ngaoundéré... Bref, le titre de transit unique va réduire les tracasseries très souvent décriées sur ces corridors par les opérateurs économiques.

W. Soutien au Made in Cameroun : le FAGACE s'engage

La promotion du « Made in Cameroun » fait partie des actions du Gouvernement pour réduire la facture des importations. Au cours d'une réunion présidée le 08 septembre par le Ministre du Commerce, le FAGACE s'est dit prêt à accompagner les promoteurs du « Made in Cameroun » à travers la formation, la garantie en termes de crédit, et les financements pour qu'ils puissent réaliser leurs projets.

DANS LE SECTEUR GOUVERNANCE

X. Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption 2020

La CONAC (Commission Nationale Anti-Corruption) a publié en septembre le rapport sur l'état de la corruption au Cameroun en 2020. Ce rapport présente entre autres les secteurs les plus dénoncés par les actes de corruption et infractions assimilées. Les secteurs les plus dénoncés sont : Transport routier, Affaires foncières, Forces de Maintien de l'Ordre, Finances, Justice, et Commerce (Voir Tableau 5).

Tableau 5. Répartition des dénonciations des actes de corruption par secteur

Secteurs	Nombre d'appels	Pourcentage
Transport routier (péage, pesage, prévention routière par les agents du MINTRANSPTS, permis de conduire, visite de titre foncier, frais d'huissier et de géomètre, arnaques dans les sous-préfectures, honoraires des notaires...)	422	17,1%
Forces de Maintien de l'Ordre (contrôle routier, prévention routière, établissement de CNI et du Passeport, gardes à vue abusives...)	336	13,6%
Finances (Trésor, Impôts, Douane...services centraux et décentralisés)	310	12,6%
Justice (corruption des Magistrats, certificat de nationalité, casier judiciaire, lenteurs...)	278	11,3%
Commerce (faux contrôles et arnaque par les agents du MINCOMMERCE) ;	224	9,1%
Communes (établissement des actes de naissance, harcèlement par la police municipale)	107	4,3%
Education (gestion des fonds d'APEE, recrutements, concours, intégration des enseignants, doubles salaires, faux enseignants, faux diplômes, budget de fonctionnement alloué aux directeurs, abandon de	94	3,8%
Forêts (exploitation abusive de la forêt)	89	3,6%
Santé (certificats médicaux, vente des médicaments, détournement des malades...)	76	3,1%
Enseignement supérieur, recherche scientifique	64	2,6%
Affaires sociales (conflits conjugaux, succession, climat sociopolitique du pays, logements sociaux)	60	2,4%
Autres (Culture, Electricité_ENEO_, Eau_CAMWATER)	50	2,0%
Total	2470	100,0%

Source : Rapport sur l'état de la Corruption au Cameroun (2020)

Y. Difficile dématérialisation des marchés publics

Pourtant considérée comme outil efficace de lutte contre la corruption, la dématérialisation des marchés publics tarde à être effective au Cameroun. Dans un communiqué publié le 14 septembre 2021, le MINMAP indique l'évolution des statistiques de passation des marchés en ligne reste faible au regard du volume de marchés passés en général.

PERSPECTIVES ...

Z. Perspectives de croissance au Cameroun pour 2022

Pour l'année 2022, le Gouvernement du Cameroun prévoit un taux de croissance économique de 4,4%, une inflation de 1,9%, et un déficit budgétaire global de 2,0% du PIB.

Note de veille rédigée par Nacisse Chassem, Représentant Régional pour le Centre-Sud-Est, sous la Supervision de Aline Valérie Mbono, Directrice Exécutive, et de Vincent Kouété, Directeur Exécutif Adjoint